

Le fiasco des barbouzes français à Homs

par Boris V.

Alors que Paris accuse Damas d'avoir organisé l'assassinat du journaliste de France-Télévisions Gilles Jacquier à Homs, une équipe de journalistes russes vient de présenter une toute autre version des faits. Selon leur enquête, M. Jacquier commandait sous couverture de presse une opération des services secrets militaires français qui a tourné au fiasco. Les accusations françaises ne sont qu'un moyen pour masquer la responsabilité de Paris dans les actions terroristes entreprises pour déstabiliser la Syrie.

RÉSEAU VOLTAIRE | MOSCOU (RUSSIE) | 17 JANVIER 2012

РУССКИЙ DEUTSCH ESPAÑOL ITALIANO عربي



Le journaliste français Gilles Jacquier a été tué lors d'un reportage à Homs, le mercredi 11 janvier. Il était venu couvrir les événements en Syrie pour le magazine *Envoyé spécial*.

Persuadé qu'il n'y avait pas de groupes terroristes, mais une révolution réprimée dans le sang, il avait refusé la protection des services de sécurité et ne portait ni casque, ni gilet pare-balles.

Avec des collègues qui partageaient ses convictions, ils avaient loué trois minibus et trouvé des fixeurs, c'est-à-dire des locaux capables de les aider à se repérer, à prendre des rendez-vous, et leur servant de traducteurs.

Tous ensemble avaient demandé à rencontrer des représentants alaouites avant de se rendre dans les quartiers insurgés de Bab Amr et Bab Sbah. Arrivés à l'hôtel *As-Safir*, ils avaient rencontré par hasard un capitaine qui leur proposa de les accompagner avec son détachement jusqu'au quartier alaouite de Najha où les attendait une assistante du gouverneur de Homs. Avec son aide, les journalistes purent rencontrer des personnalités et interroger les passants. À 14h45, la représentante du gouverneur leur avait demandé de quitter les lieux au plus vite, le cessez-le-feu de facto prenant fin chaque jour à 15h précises. Cependant, les journalistes de la radio télévision belge flamande (VRT) s'étant aventurés plus loin chez des particuliers jusque dans le quartier d'Akrama, le groupe fut lent à se mouvoir. Des membres de l'association des victimes du terrorisme qui avaient prévu de manifester devant un car affrété par le ministère de l'Information pour une quarantaine de journalistes anglo-saxons, mais qui ne les avaient pas trouvés, se sentirent utiles en scandant des slogans pour le président Bachar à la vue de quelques caméras. À 15h, comme chaque jour, la bataille d'Homs reprit. Un projectile explosa sur la terrasse d'un immeuble, détruisant un réservoir de mazout. Un second projectile tomba sur une école, puis un troisième sur les manifestants pro-Assad, tuant deux d'entre eux. Les journalistes montèrent sur la terrasse pour filmer les dégâts. Il y eut une accalmie. Gilles Jacquier, pensa que les tirs étaient finis et descendit avec son cadreur pour aller filmer les cadavres des manifestants. Arrivé dans l'embrasure de la porte, il fut tué avec six militants pro-Assad par une quatrième explosion qui le projeta sur sa fixeuse qui le suivait. La jeune femme fut blessée aux jambes.

Dans la confusion générale, le mort et la blessée furent évacués dans des voitures vers des hôpitaux. Ce seul incident fit 9 morts au total et 25 blessés. La bataille de Homs se poursuivit avec de nombreux autres incidents durant la soirée et la nuit.

Au premier abord, tout est clair : Gilles Jacquier est mort par hasard. Il se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment. Surtout ses convictions sur la nature des événements en Syrie lui faisaient croire qu'il ne devait craindre que les forces gouvernementales et qu'il ne courrait aucun risque en dehors de manifestations anti-régime. Il avait donc refusé une escorte, il n'avait pas pris de casque et de gilet pare-balles, et il n'a pas respecté l'heure fatidique de fin du cessez-le-feu. En définitive, il n'a pas su évaluer la situation car il a été victime de l'écart entre la propagande de ses collègues et la réalité qu'il niait.

Dans ces conditions, on ne comprend pas très bien pourquoi, après une première réaction courtoise, la France, qui avait légitimement exigé une enquête sur les circonstances de la mort de son ressortissant, a subitement insinué que Gilles Jacquier avait été assassiné par les Syriens et a refusé que l'autopsie ait lieu sur place en présence de ses experts. Ces accusations ont été publiquement explicitées par un des journalistes qui accompagnait Jacquier, Jacques Duplessy.

Pour la presse française, les faits ne sont pas si évidents qu'il y paraît : un doute persiste sur l'identification des projectiles mortels. Selon la plupart des reporters, il s'agissait de tirs de mortiers. L'armée syrienne confirme que cette arme est quotidiennement utilisée par les terroristes à Homs. Mais selon certains témoins, c'était des roquettes tirées depuis un lance-roquette portatif, et la télévision privée syrienne *Ad-Dounia* a montré des ailettes de roquette. Des forums se passionnent sur ce sujet, non sans arrière-pensées. En France, les anti-Assad croient au mortier et accusent l'armée syrienne d'avoir tiré. Tandis que les pro-Assad croient à la roquette et accusent les terroristes. En définitive, ce détail ne prouve rien : certes l'armée syrienne utilise des mortiers, mais pas de ce calibre, et les groupes armés utilisent des lance-roquette, mais rien n'empêche chaque camp de varier son armement.

Au demeurant, s'il s'agit de tirs de mortier, les deux premiers ont permis d'ajuster le tir du troisième et du quatrième pour frapper les manifestants qui étaient leur cible. Mais s'il s'agit de tirs de

roquette, il était possible de viser beaucoup plus précisément et de tuer une personne en particulier. La thèse de l'assassinat devient possible.

L'étude des images et des vidéos montre que les corps des victimes ne sont pas ensanglantés et criblés d'éclats, comme lors de l'explosion d'un obus qui se fragmente. Au contraire, ils sont intacts, le sang coulant selon les cas par le nez ou les oreilles, comme lors de l'explosion d'une roquette thermobarique dont le souffle comprime les organes provoquant des hémorragies internes. De même, les points d'impact sur le trottoir ne portent aucune trace de fragmentation.

Notez que certains témoins parlent, eux de grenades, ce qui ne fait guère avancer notre compréhension puisqu'il existe des grenades à souffle et des grenades à fragmentation. En définitive, seule l'hypothèse de l'arme de souffle (RPG ou grenade) est compatible avec les éléments médicaux-légaux visibles sur les photos et vidéos. Accourus sur les lieux, des enquêteurs syriens et des observateurs de la Ligue arabe ont retrouvé deux queues de mortier de 82mm et une queue de roquette de fabrication israélienne.

Par conséquent, les autorités françaises ont raison d'étudier la possibilité de l'assassinat même s'il s'agit pour elles de se saisir d'un drame pour l'instrumenter et justifier leur ambition de guerre contre la Syrie. Pourtant les diplomates français, s'ils ont pour consigne de chercher la vérité, ont manifestement aussi pour consigne de s'assurer que les Syriens ne la découvrent pas. Ainsi, ils ont empêché toute personne francophone d'approcher la photographe Caroline Poiron, compagne du journaliste Gilles Jacquier, qui veillait sa dépouille toute la nuit. La jeune femme, en état de choc, ne maîtrisait plus son comportement et aurait pu trop parler. Puis, ils ont interdit l'autopsie sur place et ont rapatrié le corps au plus vite. Quelle est donc l'hypothèse que la France veut vérifier pour elle-même, mais cacher au grand public ?

Ici commence notre plongée dans le monde des services spéciaux occidentaux qui conduisent en Syrie une « guerre de basse intensité », comparable à celles organisées dans les années 80 en

Amérique centrale ou plus récemment en Libye pour préparer et justifier l'intervention de l'OTAN.

Gilles Jacquier était un reporter apprécié de ses confrères, et récompensé par sa profession (Prix Albert Londres, Prix des correspondants de guerre etc.). Mais il n'était pas que cela....

Dans une lettre à en-tête de *France-Télévisions*, datée du 1er décembre 2011, les rédactrices en chef du magazine *Envoyé spécial* –l'émission politique la plus regardée du pays– avaient sollicité un visa du ministère syrien de l'Information [document téléchargeable au bas de cette page]. Prétendant vouloir vérifier la version syrienne des événements selon laquelle « *les soldats de l'armée syrienne sont victimes d'embuscades et de groupes armés qui sévissent dans le pays* », elles demandèrent que Jacquier puisse suivre le quotidien des soldats de la 4e division blindée commandée par le général Maher el-Assad (frère du président) et de la 18e division blindée, commandée par le général Wajih Mahmud. Les autorités syrienne furent surprises par l'arrogance des Français : d'une main, ils encadrent les groupes armés qui attaquent les troupes loyalistes, de l'autre ils entendaient infiltrer un agent de renseignement militaire dans leurs troupes pour informer les groupes armés de leurs déplacements. Il ne fut pas donné suite à cette demande.

Aussi, Gilles Jacquier tenta t-il une autre voie. Il sollicita l'entremise d'une religieuse grecque-catholique au franc-parler, estimée et parfois redoutée par le pouvoir, Mère Agnès-Mariam de la Croix, higoumène du monastère Saint-Jacques de l'Intercis. Elle avait facilité le premier voyage de presse ouvert aux journalistes occidentaux. La célèbre religieuse fit donc le siège du ministère de l'Information jusqu'à obtention d'un visa pour Jacquier et son cadreur.

Les choses s'accéléchèrent le 20 décembre, d'autres médias prièrent Mère Agnès-Mariam de leur obtenir la même faveur. Gilles Jacquier, quant à lui, sollicita un autre visa pour sa compagne, la photographe Caroline Poiron, et pour la reporter Flore Olive, représentant toutes deux *Paris-Match*. Ce devait être au total un groupe de 15 journalistes français, belges, néerlandais et suisses.

Selon toute vraisemblance, les Français et le Néerlandais étaient pour la plupart, voire tous, des agents de la DGSE. Le temps pressait pour leur mission.

Ici un petit retour en arrière est indispensable.

Pour affaiblir la Syrie, les groupes armés par l'OTAN entreprennent diverses actions de sabotage. Bien que le centre historique de la rébellion des Frères musulmans soit Hama, et que seuls deux quartiers de Homs les soutiennent, l'OTAN a choisi cette ville pour concentrer ses actions secrètes. En effet, elle est au centre du pays et constitue le principal nœud de communication et d'approvisionnement. Successivement, des « *révolutionnaires* » ont coupé le pipe-line, puis les ingénieurs canadiens qui dirigeaient la centrale électrique ont été rapatriés à la demande des États-Unis. Enfin, cinq ingénieurs iraniens chargés de faire re-fonctionner la centrale ont été enlevés, le 20 décembre 2011.



En violation du droit international
Paris-Match a publié cette
photographie des otages iraniens
sans flouter les visages. C'est que ce
document constitue la preuve de vie
de quatre d'entre eux.

Des médias ont reçu une revendication d'une mystérieuse brigade contre l'expansion chiite en Syrie. Puis, l'ambassade a confirmé avoir débuté une négociation avec les preneurs d'otages. Restaient à ceux-ci à transmettre une « *preuve de vie* », par exemple une photographie datable des otages en bonne santé. Contre toute attente, celle-ci ne fut pas envoyée directement à la République islamique, mais publiée par *Paris-Match* (édition du 5 janvier). Un photographe du magazine, disait-on, avait pu entrer secrètement en Syrie et réaliser ce cliché. Peut-être les lecteurs français se sont demandés si ce reporter était bien humain pour prendre des photos

d'otages sans leur venir en aide. Peu importe, le message était clair : les ingénieurs sont en vie et les preneurs d'otages sont contrôlés par les services français. Aucune réaction officielle, ni d'un côté, ni de l'autre. C'est donc que les négociations se poursuivent.

Arrivés à Damas, les médias français et néerlandais furent logés par les autorités dans des hôtels différents, mais Jacquier les regroupa immédiatement au *Fardos Tower Hotel*. Le manager de cet établissement n'est autre que Roula Rikbi, la soeur de Bassma Kodmani, porte-parole du Conseil national basé à Paris. L'hôtel sert de cache aux services secrets français.

En résumé, un agent de renseignement militaire, ayant pour compagne une photographe dont une collègue a pu entrer en contact avec les otages, a formé un groupe de « *journalistes* » ayant une mission liée à ces otages, probablement leur remise par des Français à des Iraniens. Ils se sont rendus à Homs après s'être débarrassés des services de sécurité, mais le chef de mission a été tué avant de pouvoir établir le contact prévu.

On comprend que, dans ces conditions, l'ambassadeur de France soit devenu nerveux. Il était en droit d'envisager que Gilles Jacquier ait été assassiné par des membres des groupes armés, inquiets de la dislocation de l'alliance militaire France-Turquie, et jusqu'aboutistes d'une guerre de l'OTAN. Hostiles à la négociation en cours, ils auraient fait capoter sa conclusion.

L'ambassadeur de France, qui n'avait pas le temps de reconstituer les événements, s'appliqua donc à empêcher les Syriens de le faire. Contrairement aux normes internationales, il refusa que l'autopsie soit réalisée sur place en présence d'experts français. Les Syriens acceptèrent de déroger à la règle à la condition de réaliser une radiographie. En réalité, ils en profitèrent pour photographier le cadavre sous tous les angles. Selon nos informations, le corps porte la trace d'éclats à la poitrine et de coupures sur le front.

Puis, l'ambassadeur prit dans ses voitures blindées les « *journalistes* » français et le néerlandais, et la dépouille du défunt. Il partit avec eux accompagné d'une lourde escorte, laissant

sur le carreau la Mère supérieure stupéfaite et un journaliste de l'Agence France Presse : le diplomate pressé avait récupéré ses agents et abandonné les civils. Le convoi passa récupérer les effets personnels de chacun à l'hôtel *As-Safir* de Homs, puis rejoignit l'ambassade à Damas. Le plus vite possible, il arriva à l'aéroport d'où un avion spécial affrété par le ministère français de la Défense évacua les agents vers l'aéroport de Paris-Le Bourget. Les barbouzes ne feignaient plus de réaliser des reportages en Syrie, ils oublièrent d'avoir obtenu un allongement de leur visa, ils fuyaient juste avant que les Syriens ne découvrent le pot aux roses de cette opération ratée. Arrivé à Paris, le corps fut immédiatement transféré à l'institut médico-légal et autopsié avant l'arrivée d'experts mandatés par la Syrie. En violant les procédures pénales, le gouvernement français a invalidé le rapport d'autopsie, qui sera tôt ou tard rejeté par la Justice, et a définitivement écarté la possibilité d'établir la vérité.

Afin d'empêcher les journalistes français (les vrais) de mettre leur nez dans cette affaire, les journalistes (les faux) qui accompagnaient Jacquier ont, une fois revenus en France, multiplié les déclarations contradictoires, mentant de manière éhontée pour créer de la confusion et noyer le poisson. Ainsi, bien que 8 manifestants pro-Assad aient été tués, Jacques Duplessis dénonce « *un guet-apens tendu par les autorités syriennes* » pour l'éliminer avec ses confrères. Vérification faite, M. Duplessy a longuement travaillé pour une ONG réputée avoir servi de paravent ...à la DGSE. Pour les Iraniens et les Syriens, la mort de Jacquier est une catastrophe. En laissant circuler le groupe d'espions français et en le surveillant discrètement, ils espéraient bien remonter aux ravisseurs et, à la fois, libérer les otages et arrêter les criminels.

Depuis un an, les services secrets militaires français sont placés au service de l'impérialisme états-unien. Ils ont organisé un début de guerre civile en Côte d'Ivoire. Par la suite, ils ont manipulé le séparatisme de la Cyrénaïque pour faire croire à une révolution anti-Kadhafi et s'emparer de la Libye. Maintenant, ils encadrent des repris de justice recrutés par le Qatar et l'Arabie saoudite pour semer la terreur, accuser le gouvernement syrien et menacer de venir le changer. Il n'est pas sûr que le peuple français apprécierait

de savoir que Nicolas Sarkozy a rabaissé son pays au niveau d'un vulgaire preneur d'otages. Et il ne faudra pas s'étonner si un Etat qui pratique le terrorisme chez les autres doit un jour le confronter sur son sol.

Boris V.

Source
New Orient News (Liban)

Documents joints



Document : lettre de France-Télévisions pour incorporer Gilles Jacquier dans l'unité militaire de Maher el-Assad
(PDF - 354.6 ko)

Source : « Le fiasco des barbouzes français à Homs », par Boris V., New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 17 janvier 2012, www.voltairenet.org/a172371